

Questions orales

attaquer aux causes du problème afin d'enrayer ce terrible fléau de la société canadienne.

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, je remercie la ministre responsable de la situation de la femme de ses remarques, mais je répète que c'est le point de vue du premier ministre que je voudrais entendre.

Compte tenu de la menace de l'utilisation d'armes à feu, de la menace de fermeture de centres pour femmes, des graves réductions frappant la R-D pour les femmes et, par-dessus tout, de la récession qui, on le sait, aggrave la violence familiale, le premier ministre va-t-il créer une commission d'enquête? S'il n'a pas l'intention de créer une telle commission, que pense-t-il de ce problème? Qu'a-t-il l'intention d'annoncer aujourd'hui pour donner de l'espoir aux Canadiennes? Est-il prêt à dire que toutes ces femmes qui ont été tuées—non seulement à Montréal, mais aussi ailleurs—ne sont pas mortes en vain?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, je pense que la députée reconnaît, comme nous tous, que nous devons continuer de travailler afin d'atteindre l'objectif d'égalité pleine et entière pour les femmes dans tous les domaines. C'est un défi qu'il nous faut tous relever et qui exige la prise de mesures législatives ainsi qu'un changement fondamental des comportements qui sont profondément enracinés depuis tellement longtemps.

Nous allons nous attaquer à ces questions et, je sais que mes collègues et le premier ministre pensent comme moi, prendre les moyens appropriés pour atteindre l'objectif fondamental d'égalité pour les femmes afin de leur permettre de vivre en toute quiétude.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je présente toutes mes excuses à la ministre chargée de la Situation de la femme, qui fait de son mieux pour améliorer le sort des femmes, mais je m'adresse au premier ministre car je voudrais savoir quel engagement il a pris dans ce dossier.

C'est aujourd'hui le premier anniversaire de la terrible tuerie de 14 femmes à l'École polytechnique de Montréal. Nous avons tous de la peine, autant que nous sommes, pour ces victimes et pour leur famille. Nous sommes peinés aussi de voir qu'une femme sur dix est battue par son partenaire, qu'une femme sur quatre est victime de voies de fait, qu'une femme est violée toutes

les 17 minutes au Canada et que des femmes sont victimes de harcèlement sexuel au travail et sur les campus. Un an après le massacre de Montréal, il n'y a pas une seule femme à la Chambre des communes et dans tout le Canada qui peut se promener sans crainte dans les rues au Canada.

Il ne s'agit pas d'un problème social, mais d'un problème politique. Le premier ministre admettra-t-il que pour commencer à nous attaquer vraiment au problème de la violence exercée contre les femmes, il faut d'abord s'occuper des questions comme le chômage, la pauvreté et les programmes concernant les femmes dans notre société?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, je sais bien que lorsque le chef du NPD nous cite ces statistiques effrayantes, c'est parce qu'elle éprouve, comme nous tous, beaucoup de peine, non seulement pour les familles des femmes tuées à l'École polytechnique de Montréal, mais également pour la famille et les amis des femmes victimes de violence partout au Canada. Pour comprendre ce problème, il faut en parler et admettre qu'il existe. Il est important que tous les députés en connaissent l'ampleur.

Nous savons qu'il existe effectivement un lien entre la violence dont les femmes sont victimes et les autres questions qui influent sur leur situation économique et sociale au sein de notre société. C'est pour cela que le gouvernement poursuivra sa politique de plein emploi et d'économie viable pour que les femmes puissent améliorer leur condition économique; il redoublera d'efforts dans d'autres dossiers également, comme la formation linguistique des femmes immigrantes, l'établissement de nouveaux programmes pour contrer la violence au sein de la famille et tous les autres moyens d'intervention qui assureront un jour l'égalité véritable aux femmes, non seulement à la Chambre des communes et au Parlement, mais partout dans la société canadienne.

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre, monsieur le Président. Le gouvernement a décidé dans son dernier Budget de couper dans les budgets des centres pour femmes. En mars prochain, de nombreux centres pour femmes, partout au Canada, seront touchés une fois de plus, dont 42 de ces centres au Québec. Le gouvernement devrait savoir que sans les centres pour femmes, beau-